

Conseil européen

Le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 s'est prononcé, notamment, sur :

♦ **Le traité de Lisbonne** : En échange de l'engagement du gouvernement irlandais de chercher à ratifier le traité de Lisbonne avant la fin du mandat de l'actuelle Commission (novembre 2009), le Conseil confirme que la Commission conservera un commissaire par Etat membre et il prend en compte les autres préoccupations des Irlandais relatives à la politique fiscale, la famille et les questions sociales et éthiques, ainsi que la neutralité traditionnelle de l'Irlande qui seront traitées "de manière à satisfaire à la fois l'Irlande et les autres Etats membres" et confirme "la grande importance que l'Union attache aux questions mentionnées à l'annexe I point d), y compris le droit des travailleurs".

Le texte intégral du point d) de l'annexe I précise que cette grande importance s'attache : "au progrès social et à la protection des droits des travailleurs ; aux services publics, qui sont un instrument indispensable de la cohésion sociale et régionale ; à la responsabilité qui incombe aux Etats membres en matière de fourniture de services d'éducation et de santé ; au rôle essentiel et au large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services non économiques d'intérêt général, qui ne sont pas affectés par les dispositions du traité de Lisbonne, y compris celles liées à la politique commerciale commune".

En outre, le Conseil s'est prononcé sur les mesures transitoires concernant la présidence du Conseil et la présidence du Conseil des affaires étrangères, la composition du Parlement européen, le processus de nomination de la future Commission européenne qui sera entamé dès après les élections au Parlement européen

♦ **Le plan de relance économique** pour faire face à la crise financière et économique mondiale. Ce plan doit servir de cadre cohérent pour l'action à mener aussi bien au niveau UE que pour les mesures décidées par les Etats membres en fonction de la situation propre à chacun, mais en s'efforçant de revenir au plus vite aux critères du Pacte de stabilité. Parmi les actions communautaires, le Conseil retient, notamment : la simplification de la mobilisation des différents fonds européens (cohésion, structurels, agricole, ajustement à la mondialisation) ; une franchise temporaire de deux ans au-delà du seuil "de minimis" en matière d'aides d'Etat pour un montant jusqu'à 500.000 euros, le recours, pour 2009 et 2010, aux procédures accélérées prévues dans les directives relatives aux marchés publics, afin de ramener de 87 à 30 jours la durée des procédures d'appels d'offres les plus couramment utilisées dans le cadre de grands projets publics ; la poursuite d'une réduction générale et significative des charges administratives pesant sur les entreprises. Une partie des crédits non utilisés des budgets 2008 et 2009 de l'UE serviront à financer le plan de relance.

♦ **L'énergie et le changement climatique** : Les négociations en trilogue (Parlement, Conseil, Commission) menées dès avant les travaux du Conseil et jusqu'au 13 décembre, ont abouti à un accord de principe sur le paquet climat/énergie (voir bulletin 231) entériné par le Conseil dans ses conclusions, notamment i/ les industries non exposées au risque de fuites de gaz à effet de serre (délocalisations) devront mettre aux enchères leurs quotas de droits à polluer dans la proportion de 20% en 2013, 70% en 2020 et 100% en 2027
.../...

European Council.

The European Council meeting held on the 11th and 12th December 2008 decided on, in particular:

♦ **The Treaty of Lisbon**: In exchange for the Irish Government's commitment to seek the ratification of the Treaty of Lisbon before the end of the current Commission's mandate (November 2009), the Council confirmed that the Commission will retain the present situation of one commissioner per Member State and will take into account other Irish concerns regarding the tax policy, the family, ethical and social issues as well as the traditional neutrality of Ireland, subjects which will be addressed in such a way so as "to satisfy both Ireland and other Member States" and reiterated "the great importance the Union attaches to issues specified in Annex I paragraph d), including worker's rights".

The full text of paragraph d) of the Annex I states that this high consideration that the Union has concern: "social progress and the protection of workers' rights; public services, as an indispensable instrument for social and regional cohesion; the responsibility Member States have for the delivery of education and health services; the essential role and the wide discretion of national, regional and local Governments in providing, commissioning and organising non-economic services of general interest which are not concerned by any of the provisions of the Treaty of Lisbon, including those linked to the common commercial policy."

Further, the Council made decisions on interim measures regarding the Council's presidency and the Foreign Affairs Council presidency, the European Parliament composition, the procedure for the appointment of the new Commission, which will be launched immediately after the European Parliament elections.

♦ **The economic recovery plan** to cope with the global economic and financial crisis. This plan should serve as a coherent framework for the action to be carried out at EU level as well as for measures taken by Member States according to circumstances specific to each, whilst seeking to revert back, as soon as possible, to the Stability Pact criteria. Among the Community actions the Council highlights, notably: simplifying the mobilization of various EU funds (cohesion, structural, agricultural, globalisation adjustment), a temporary two year exemption beyond the "de minimis" threshold for State aid in respect of an amount of up to 500 000 euros, the possibility, in 2009 and 2010, to apply accelerated procedures provided for in the public procurement directives, in order to reduce from 87 to 30 days the duration of the tendering process for the most commonly applied procedures applicable in all major public projects; a continued general and significant reduction in the administrative red tapes on businesses. Part of the undrawn funds from the 2008 and 2009 EU budgets will be used to finance the plan.

♦ **Energy and Climate Change**: Trilogue negotiations (Parliament, Council, Commission) which started just before the Council and conducted until 13th December, have reached an agreement, in principle, on the climate/energy package (for contents, see Bulletin 231) endorsed by the Council in its conclusions, including the following i/ operators not at risk of leakage of greenhouse gases (off shoring) will have to auction their allowance quotas to pollute to the tune of 20% in 2013, 70% in 2020 and 100% in 2027
.../...

ii/ les industries exposées aux risques de fuites pourront recevoir jusqu'à 100% des quotas gratuits sur la base d'une proposition que la Commission devra présenter au plus tard en juin 2010 iii/ dans le secteur de l'électricité, des dérogations seront possibles et le taux de mises aux enchères prévu à 100% dès 2013 pourra être étalé entre 30% en 2013 et 100% en 2020 iv/ 88% des quotas à mettre aux enchères sont répartis entre les Etats membres au prorata de leurs émissions vérifiées en 2005 ou la moyenne 2005/2007, 10% entre certains Etats membres moins avancés aux fins de la solidarité et de la croissance, 2% entre les neuf Etats membres d'Europe centrale. Si la fermeture de la centrale lettone d'Ignalina en 2009 conduit à un accroissement des émissions, la Lettonie pourra recevoir des droits d'émission supplémentaires v/ entre 2013 et 2016, les Etats membres pourront utiliser une partie du produit des mises aux enchères des quotas afin de contribuer à la construction de centrales électriques très performantes à hauteur de 15% du coût total de l'investissement vi/ un mécanisme de financement des technologies innovantes de captage et de stockage du carbone et des énergies renouvelables vii/ un droit à dépasser de 5% le plafond annuel autorisé d'émissions pourra être accordé si les conditions météorologiques conduisent à une augmentation importante des émissions de gaz à effet de serre viii/ l'intensification des actions en vue d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et les infrastructures énergétiques, la promotion des "produits verts" et le soutien des efforts visant à produire des véhicules automobiles plus respectueux de l'environnement, ce qui entre également dans le cadre du plan de relance de l'économie ix/ le libre choix des Etats membres pour l'utilisation du produit de la mise aux enchères des quotas de droits à polluer et leur volonté d'en consacrer au moins la moitié à des actions en faveur du climat, y compris dans les pays en développement dans le cadre du futur accord international de Copenhague de 2009

En outre, le Conseil européen demande que, sur la base des orientations définies dans ses conclusions d'octobre 2008, il soit procédé à l'examen rapide du Plan d'action sur la sécurité et la solidarité énergétiques présenté par la Commission, en vue de sa réunion de mars 2009 ; il confirme l'engagement de l'UE de porter à 30% la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 si d'autres pays avancés s'engagent de manière comparable dans le cadre d'un accord mondial à Copenhague en décembre 2009.

Le vote du paquet énergie et climat au Parlement européen est intervenu en première lecture le 17 décembre.

Conclusions de la présidence http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/104669.pdf

Compromis énergie et changement climatique http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/104719.pdf

Consultations publiques

Deux consultations publiques viennent d'être lancées, l'une sur la gestion des déchets est ouverte, sur la base d'un Livre vert, jusqu'au 15 mars 2009, documents sur <http://ec.europa.eu/environment/waste/compost/index.htm>, l'autre sur les ententes et abus de position dominante est ouverte jusqu'au 30 janvier 2009, documents sur http://ec.europa.eu/competition/consultations/2009_horizontal_agreements/index.html

Séminaire CELSIG du 13/11/2008

Le compte rendu du séminaire est disponible sur www.celsig.org

ii/ operators at risk of carbon leakage may receive of up to 100% of free allowance to pollute on the basis of a proposal to be presented by the Commission in June 2010, at the latest iii/ for the electricity sector, exemptions will be possible and, the auction rate planned at 100% right from the year 2013 could be spread out to between 30% in 2013 and 100% in 2020 iv/ 88% of pollution rights to be auctioned are distributed among Member States in proportions taking into account their emissions as assessed in 2005 or their average emissions over the period 2005/2007, 10% among some least developed Member States for solidarity and growth purposes, 2% among the nine Member States of Central Europe. In the event where the closure of Ignalina, the Latvian nuclear power plant, in 2009, leads to an increase in emissions, Latvia could receive additional emissions rights v/ between 2013 and 2016, Member States may use a portion of proceeds from the auctions of pollution quotas, to build high performance power plants, to the tune of up to 15% of the total investment involved vi/ a mechanism for financing innovative technologies aimed to capture and store carbon, on the one hand and to produce renewable energies on the other hand vii/ a right to exceed by 5% the maximum annual allowable emissions may be granted if weather conditions lead to a significant increase in the emissions of greenhouse gases viii/ the stepping up of actions to improve the energy efficiency for buildings and energy infrastructures, the promotion of "green products" and supporting efforts to produce more environmental friendly vehicles, which also falls under the economic recovery plan ix/ freedom of choice accorded to Members States to use the proceeds from the auctioning of their pollution right quotas, as they deem fit and their willingness to devote at least half of the proceeds towards projects involving climate, including projects in developing countries in the framework of the future International agreement of Copenhague in 2009.

In addition, the European Council, on the basis of guidelines set out in its conclusion of October 2008, is calling on for a rapid review of the Action Plan on energy security and solidarity presented by the Commission in the perspective of its meeting in March 2009, it also confirms the EU's commitment to raise to 30% its greenhouse gas emission reduction by 2020 if other developed countries commit themselves, in the same direction, within the context of a global agreement in Copenhague in December 2009.

The vote on the energy and climate package at the European Parliament took place, at first reading, on 17th December.

Presidency conclusions http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/ec/104692.pdf

Energy and climate change compromise http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/ec/104672.pdf

Public consultations

Two public consultations have just been launched, one on waste management based on the Green Paper is open until 15th March 2009, documents available at <http://ec.europa.eu/environment/waste/compost/index.htm>

The other one horizontal agreements and antitrust rules, is open until 30th January 2009, documents available at http://ec.europa.eu/competition/consultations/2009_horizontal_agreements/index.html

CELSIG seminar of 13/11/2008

The seminar report is available at www.celsig.org ; the English version will be made available soon.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.